

2 décembre 2019

Dénigrer les agriculteurs, c'est se tromper de cible : plaidoyer pour les agriculteurs français

Le problème

Périphérique parisien bloqué, Champs-Élysées sous la paille, les agriculteurs français en ont assez d'être dénigrés et de vivre dans la misère.

Isolement, pauvreté, faillites, exode, dépression, suicides, sont le lot d'un nombre croissant de paysans français qui constatent que le métier auquel ils consacrent leur vie ne leur permet ni de vivre correctement, ni d'être bien considérés par le reste de la population du pays.

Car les agriculteurs sont chaque jour critiqués davantage et pris pour responsables d'une [qualité et d'une sécurité sanitaire de l'alimentation](#) qui n'apparaissent guère satisfaisantes ainsi que de l'impact négatif qu'a l'agriculture sur notre environnement [[lire](#)]. Il arrive même que certains soient traînés en justice par leurs voisins pour les « nuisances » dont ils seraient la source.



Le revers de la médaille

Pourtant, si la population française (et mondiale) mange, c'est grâce au travail des agriculteurs, surtout des agriculteurs familiaux qui, au niveau mondial, produisent 70 % de l'alimentation [\[lire\]](#). Si le monde est plein de paysages ruraux magnifiques (terrasses irriguées, pâturages alpestres, bocage verdoyant, etc.), c'est également grâce au travail séculaire des paysans qui entretiennent les campagnes.

Ce qui est vrai pour le monde dans son ensemble est aussi vrai en France. En outre, l'agriculture française est une ressource importante pour le pays, puisqu'exportatrice nette depuis quelques décennies. Enfin, une grande partie de l'attraction touristique exercée par la France résulte de la diversité et de la qualité des paysages qui sont les produits d'une agriculture qui reste encore relativement diverse (bien qu'elle ait eu tendance à s'homogénéiser depuis une soixantaine d'années, du fait de la spécialisation et de la régression de la polyculture).

Pourquoi en est-on arrivé à ce niveau de dénigrement et qui sont les vrais responsables de ce qui est reproché aux agriculteurs par le reste de la population ? Les paysans sont-ils véritablement « coupables » des maux dont on les accuse, ou faut-il chercher ailleurs les vrais coupables ? Pour le savoir, il faut faire un peu d'histoire.

Petit retour en arrière sur l'histoire

Depuis le XIXe siècle, les politiques publiques ont favorisé la création de liens de plus en plus étroits entre l'agriculture et les secteurs de la chimie et de la construction mécanique. Au sortir de la Seconde guerre mondiale, qui fut une période de pénurie alimentaire, on encouragea l'agriculture croître en consommant des quantités croissantes d'engrais de synthèse [\[lire\]](#). L'utilisation des engrais phosphorés et potassiques atteignit son maximum au cours des années 1970 et 1980 respectivement, avant de baisser pour atteindre des niveaux équivalents à ceux observés au cours des années 1960 (pour chacune de ces catégories de l'ordre de 500 000 tonnes par an en 2017). Pour sa part, le recours aux engrais azotés se maintient encore à ce jour à un niveau proche de son maximum des années 1990, soit environ 2,2 millions de tonnes par an en 2017 ([IFA](#)). Quant aux pesticides pour lesquels les chiffres sont seulement disponibles après 1990, ils sont en baisse en quantité après leur pic de 1999 mais pas nécessairement en termes de toxicité. Leur volume représente de l'ordre de 70,000 tonnes ([FAOSTAT](#)). En outre, avec le temps, les agriculteurs furent poussés à s'équiper en matériel agricole pléthorique et coûteux.

Non content de faire de l'agriculture un client des industries chimique et mécanique, on s'évertua également à lui faire adopter des méthodes de travail calquées sur les processus industriels. Pour cela, le passage d'une agriculture traditionnelle à une agriculture productiviste industrielle fut guidé par la Loi de modernisation de l'agriculture française et la Politique agricole commune de la Communauté puis de l'Union Européenne.

Ces politiques visaient initialement à accroître la productivité de l'agriculture, à assurer à la population agricole un niveau de vie comparable à celui des autres travailleurs et à maintenir des prix alimentaires « raisonnables » (c'est-à-dire bas) pour les consommateurs. Elles se traduisirent en particulier par la création et le renforcement d'un appareillage institutionnel performant de recherche, vulgarisation, de conseil technique et de commercialisation (Chambres d'Agriculture, Directions Départementales de l'Agriculture, coopératives) où les entreprises de l'agrochimie et de l'industrie mécanique eurent toute leur place. Parallèlement, se développa une presse agricole spécialisée chargée d'influencer les producteurs dans leurs choix techniques [\[lire\]](#). En même temps, le syndicat dominant le monde agricole (la Fédération nationale des exploitants agricoles – FNSEA) devint l'un des principaux agents de propagande en faveur de cette politique. Enfin, la transformation du secteur fut favorisée à coups de protections et subventions diverses.

Au cours des années 1970, on encouragea l'intensification de la production, l'augmentation de la taille des fermes et des troupeaux, et le recours à des machines de plus en plus grandes, lourdes, sophistiquées et chères. Ceux qui refusaient de suivre le mouvement étaient critiqués comme rétrogrades et archaïques et furent marginalisés dans la FNSEA, tandis que ceux qui acceptaient étaient montrés en exemple à suivre, mais se retrouvèrent fortement endettés (heureusement pour eux, l'inflation assez forte à l'époque – ce qui n'est plus le cas aujourd'hui – permit à un certain nombre d'eux de s'en sortir !).

Dans l'élevage, la course à la productivité et aux prix bas se traduisit par une dépendance de plus en plus forte envers les concentrés alimentaires (graines, farines, tourteaux) provenant d'une utilisation croissante des terres pour les cultures à but fourrager ou du marché, ce qui entraîna une explosion des importations d'aliments pour le bétail (manioc d'abord, puis soja, notamment) qui furent multipliés par plus de cinq entre les années 1960 et le début de ce siècle.

Il devint impossible pour un agriculteur d'avoir accès à un crédit à taux bonifié si ce n'était pour investir dans de l'équipement dernier cri, acquérir des races améliorées ou se constituer un fonds de roulement pour acheter les produits de l'agrochimie. Un jeune, pour bénéficier des aides et des crédits d'installation, devait détenir un diplôme ou participer à des formations où on lui faisait miroiter les avantages de l'agriculture industrielle, et avoir préparé un projet détaillé. Par conséquent, en 2003, 43 % des producteurs avaient une formation technique agricole secondaire longue ou supérieure contre 13 % seulement en 1970 [\[lire\]](#).

Pour que l'industrialisation de l'agriculture soit rentable, il fallait des unités de production et des parcelles plus grandes. On imposa donc le remembrement qui, en plus d'augmenter la taille des unités de production, contribua à éliminer haies, arbres et bosquets où se nichait une grande biodiversité. Le nombre de paysans diminua considérablement (de 2,3 millions d'unités de production en 1955 à seulement 590 000 en 2003 dont environ 370 000 considérées comme professionnelles) ce qui permit une augmentation de la superficie moyenne des

fermes malgré une diminution des terres agricoles de près de 10 % entre 1950 et 2003, qui furent grignotées par les villes et les infrastructures et envahies par la forêt. La main-d'œuvre « libérée » vint alimenter l'industrie à moindre coût. Bien plus tard, Edgar Pisani, le ministre de l'agriculture du Général de Gaulle qui a poussé ces réformes reconnaît « Je m'accuse d'avoir trop insisté sur le remembrement. [...] Je ne peux pas dire que je plaide coupable, mais j'ai le sentiment d'avoir eu tort » [\[écouter\]](#).

Ces politiques transformèrent considérablement le paysage agricole : peu à peu, beaucoup de fermes familiales disparurent pour laisser la place d'abord à des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), après 1962, puis à des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL), après 1985 [\[lire\]](#), bref à des entreprises soumises à des obligations de résultats financiers (ne serait-ce que pour rembourser leurs dettes), au détriment des personnes qui y travaillent dans une situation de sous-rémunération choquante.

Les agriculteurs ne furent donc pas laissés libres de choisir le type d'agriculture qu'ils voulaient pratiquer : les encouragements, les aides, les financements, les lois, tout les poussaient en direction d'une agriculture industrielle à forte intensité de capital. Et cette évolution se poursuit encore au cours de la période récente, le stock net de capitaux dans l'agriculture française passant de 82 à 126 milliards d'euros (+53 %) entre 1995 et 2016 (FAOSTAT). Parallèlement, les agriculteurs s'endettèrent. En 2017, le niveau moyen d'endettement des unités de production était de 187 000 euros (soit un total de plus de 55 milliards d'euros), les plus forts taux d'endettements étant trouvés dans les élevages porcins et de volailles, c'est-à-dire ceux-là même où l'industrialisation et l'intégration avec les entreprises d'amont pourvoyeuses d'intrants furent les plus poussées [\[lire\]](#).

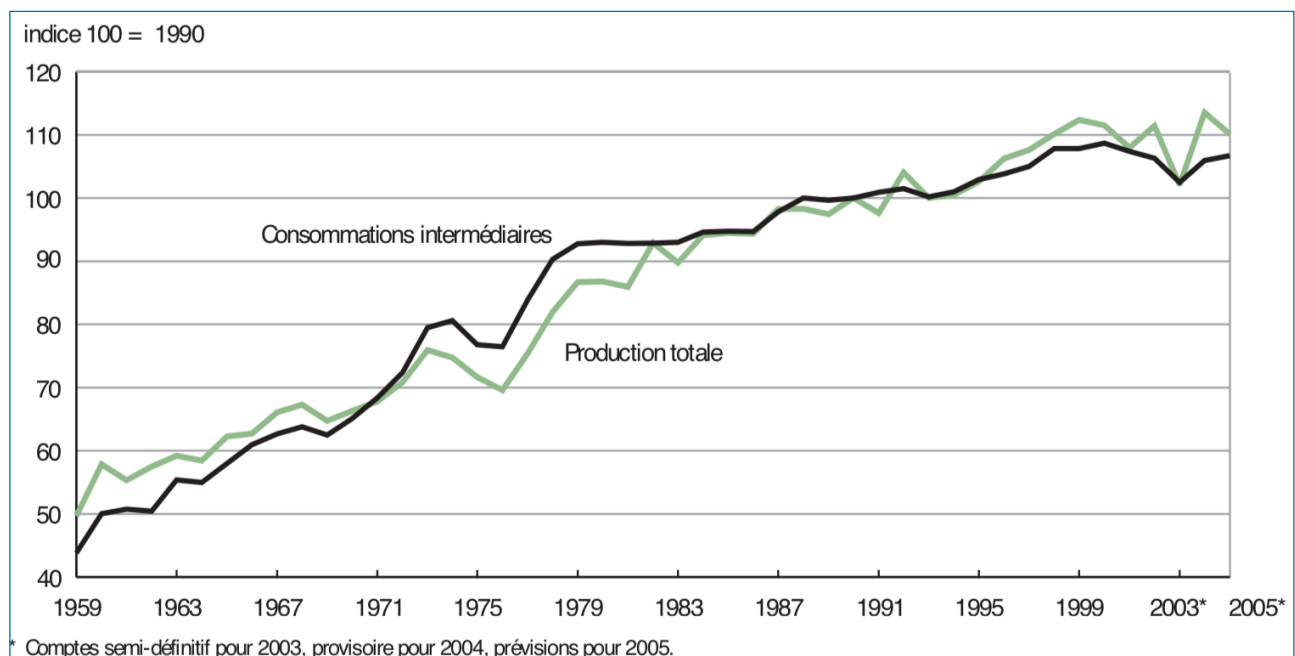
C'est précisément la pratique de cette agriculture industrielle et intensive qui est reprochée aujourd'hui aux agriculteurs français par la population.

Or, on voit clairement de ce qui vient d'être dit que l'état de l'agriculture ne peut être imputé aux agriculteurs français, mais plutôt à ceux qui ont décidé des politiques agricoles françaises et européennes. En effet, ce sont des décisions politiques qui ont créé le contexte institutionnel (recherche, vulgarisation, formation) et les incitations financières (prix, subventions, prêts) qui poussèrent les agriculteurs à adopter les pratiques productivistes. Même la commercialisation y joua un rôle : par exemple, dans beaucoup de régions laitières, les laiteries, qu'elles soient coopératives ou non, menacèrent de ne plus collecter le lait dans les fermes où la quantité serait trop faible, contraignant ainsi les éleveurs à augmenter la taille de leur troupeau et devenir plus dépendant des vendeurs d'aliments du bétail dont la composition laissait une place croissante aux ingrédients importés. Quant aux producteurs de porcs et de volailles, ils furent intégrés dans un circuit d'approvisionnement en intrants (aliments et médicaments) et de commercialisation dans lequel ils se retrouvèrent dans une situation qui, sous bien des rapports, anticipait celle des livreurs et chauffeurs ubérisés actuels.

Le résultat de cette politique fut certes une croissance rapide de la production agricole, transformant la France d'un pays de pénurie en un pays exportateur de produits agricoles, ce qui était l'un des objectifs du gouvernement. Malgré une baisse de la superficie agricole surtout pour les cultures fourragères (moins 36 % entre 1950 et 2018) et une relative stabilité des grandes cultures, l'industrialisation de l'agriculture fit que la production végétale augmenta. Sur la même période, la population de bovins augmenta de près de 20 % alors que celle des porcins et des volailles doubla.

Globalement, la production agricole française tripla pratiquement entre 1959 et 2005 (voir **Figure 1**). Mais certains signaux inquiétants suggèrent que ces performances ne sont pas durables d'un point de vue économique, environnemental et social [\[lire\]](#).

Figure 1 : Indices de volume de la production et des consommations intermédiaires pour l'agriculture française (1959–2005)



Source : Desriers 2007.

Entre-temps, à la suite du phénomène d'urbanisation, le commerce des produits agricoles et leur transformation se développèrent. C'est ce développement qui est en grande partie la source de la défiance actuelle envers les agriculteurs. Pourtant, ce ne sont pas les agriculteurs qui ont rajouté des farines animales dans l'aliment pour le bétail (scandale de « la vache folle ») ou qui ont fait passer de la viande de cheval pour du bœuf (scandale dit « des lasagnes »), et ce ne sont pas davantage eux qui rajoutent de grandes quantités d'additifs (sel, sucre, colorants, conservateurs, antioxydants, émulsifiants, acidifiants, épaississants, exhausteurs, édulcorants, etc.) aux aliments ultratransformés que les consommateurs achètent auprès de la grande distribution. Dans ce cas, ce sont les commerçants, les industriels et la grande distribution qui sont les responsables, encouragés par l'État soit délibérément, soit par négligence.

Accuser les faibles ? Trop facile...

Il apparaît donc clairement que c'est une grave erreur d'accuser les agriculteurs des maux de l'agriculture et de l'alimentation en France.

C'est d'autant plus injuste que ce sont les agriculteurs qui ont été les principales victimes de l'évolution récente de l'agriculture. En effet, le second objectif qui avait été fixé à la politique agricole ne fut jamais atteint : la majorité des agriculteurs ne réussirent pas à atteindre un niveau de vie comparable à celui des travailleurs de l'industrie. Cet échec est avéré aujourd'hui malgré une politique de subvention massive et très inéquitable [\[lire p. 3\]](#). En effet, les prix agricoles ont dans leur ensemble suivi une pente négative, en cohérence avec un autre objectif de l'État qui était d'assurer une nourriture bon marché permettant de limiter les salaires et ainsi maintenir un coût du travail « compétitif » en France. De plus, la pression des intermédiaires – notamment celle exercée par la grande distribution – leur a permis de capter la majeure partie de la valeur ajoutée créée par le secteur agricole et alimentaire, du fait de leur position de force sur les marchés.

C'est ce qui explique le fait qu'une grande partie des agriculteurs se retrouvent aujourd'hui dans une situation de grande pauvreté malgré un temps de travail bien supérieur aux autres catégories socioprofessionnelles qui ne leur permet souvent pas de mener une vie familiale « normale » ni d'arriver à des résultats satisfaisants dans une activité très exposée aux risques (maladies, ravageurs, événements météorologiques, etc.)

Non, les agriculteurs ne peuvent être pris pour les coupables de l'état de l'agriculture et de l'alimentation française. Ceux qui, au cours des décennies écoulées, ont décidé des politiques agricoles, et les opérateurs peu scrupuleux prêts à tout pour faire du profit (fraude, tricherie, pratiques commerciales abusives, pratiques nocives à la qualité et la sécurité sanitaire des aliments), sont les vrais responsables. Leurs décisions et leur comportement menacent la santé des consommateurs, la durabilité de l'agriculture et l'avenir des agriculteurs.

Voilà pour la perspective historique...

Et maintenant ?

Maintenant, ce constat rend d'autant plus urgente la mise en place de l'environnement favorable (institutions, recherche, vulgarisation, formation, financement, réglementation, etc.) qui accompagnera les agriculteurs dans une transition vers une agriculture plus saine et plus durable qui leur permette des conditions de vie satisfaisantes et fournisse aux consommateurs une alimentation saine et de qualité [\[lire\]](#).

Le drame est qu'ailleurs dans le monde, en Afrique notamment, de puissantes forces œuvrent pour pousser des dizaines de millions d'agriculteurs et l'agriculture et l'alimentation dans son ensemble vers ce que nous savons déjà être une impasse.

Et nul ne semble s'en préoccuper réellement... [[lire](#)].

Pour en savoir davantage :

- [Note de suivi 2017](#), Plan écophyto, Ministère de la transition écologique et solidaire/Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, 2017.
- Desriers, M., [L'agriculture française depuis cinquante ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique](#), L'agriculture, nouveaux défis, INSEE, 2007.

Sélection d'articles déjà parus sur lafaimexpliquee.org liés à ce sujet :

- [Obstacles à la transition – Pourquoi est-il si difficile de rendre notre système alimentaire plus durable et plus respectueux du climat ?](#) 2019.
- [Le krach alimentaire planétaire : mythe ou réalité ?](#) 2018.
- [La France est-elle championne du monde de durabilité alimentaire ?](#) 2018.
- [Politiques pour une transition vers des systèmes alimentaires plus durables et plus respectueux du climat](#), 2018.
- [La “Nouvelle vision pour l'agriculture” du Forum de Davos est en marche...](#) 2017.
- [Alimentation, environnement et santé](#), 2014/2017.